



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Etudes du développement

de l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Vague D – 2014-2018

Campagne d'évaluation 2012-2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Formations
et des diplômes

Le Directeur

Jean-Marc Geib



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

Académie : Paris

Etablissement déposant : Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) : /

Mention : Etudes du développement

Domaine : Sciences humaines et sociales / Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA140006066

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :
Institut d'Étude du Développement Économique et Social (IEDES), Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
- Délocalisation(s) : /
- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention de master *Etude du développement* de l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, s'adresse aux publics étudiants et professionnels cherchant à se former dans les études du développement, ou à compléter des études déjà réalisées. Il s'agit de former des chercheurs et des professionnels spécialistes du développement. Cette mention comporte six spécialités, dont une spécialité à finalité recherche (*Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires*) et cinq spécialités à finalité professionnelles (*Développement social : travail, formation, santé ; Développement local : acteurs et dynamiques spatiales ; Crises : interventions d'urgence et actions de développement ; Expertise économique en politiques et projets de développement ; Développement agricole et politiques économiques*). Cette mention est accessible aux titulaires d'une licence, notamment en sciences économiques ou sociales (études du développement, sociologie, géographie, démographie, histoire, économie, anthropologie, philosophie et science politique) ou d'un diplôme équivalent.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Le positionnement de la mention est unique en France.



La formation est réalisée en deux ans. La première année de master (M1) privilégie une approche pluridisciplinaire et transdisciplinaire. Le premier semestre (S1) du M1 repose sur deux unités d'enseignement (UE) communes à toutes les spécialités SHS (Sciences humaines et sociales) et une UE ouverte aux spécialités économiques. Le S2 débute avec des promotions de vingt à vingt-cinq étudiants pour des enseignements spécifiques aux spécialités professionnelles. Une UE concernant les programmes et projets du développement, les métiers de la coopération internationale est mutualisée. La mention comporte un TD (travaux dirigés) de langue obligatoire. La seconde année de master (M2) complexifie les approches disciplinaires et pluridisciplinaires du M1 en organisant des spécialités distinctes. La spécialisation en recherche démarre essentiellement en M2. Les étudiants souhaitant faire une thèse à l'issue du M2 sont incités à prendre une UE initiation à la recherche en S2 du M1.

Les étudiants provenant d'une licence Sciences humaines et sociales sont naturellement accueillis dans la formation sur étude de dossier et d'entretiens individuels pour certaines spécialités. Les titulaires d'une licence (ou équivalent) de sociologie, d'anthropologie et ethnologie représentent environ 25 % du public étudiant ; les diplômés d'un Institut d'Etudes Politiques (ou d'un cursus universitaire dans cette discipline) représentent environ 20 % du public ; les titulaires d'une licence d'économie ou les diplômés d'une école de commerce environ 20 %, le reste (35 %) regroupant des ingénieurs, des diplômés de géographie, d'AES, d'agronomie, et d'un ensemble diversifié d'autres disciplines, en nombre plus réduit (droit, histoire, LEA, gestion, etc.).

Les professionnels venant des organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions publiques ou privées peuvent accéder à la formation en M1 ou M2. Les infrastructures du site de Nogent permettent d'accueillir les étudiants handicapés. Mais la formation n'est pas organisée à distance ni en alternance.

L'origine géographique des étudiants : environ 20 % en provenance de Paris 1 issus des parcours AES, Sciences politiques, Géographie et Economie/Gestion aux côtés de 55 % environ en provenance d'autres universités françaises, d'IEP, d'écoles de commerce, d'écoles d'ingénieurs et d'écoles de journalisme. 40 étudiants par an sont de nationalité étrangère. En ce qui concerne la spécialité recherche : on note environ 40 % d'étudiants étrangers en plus par rapport aux spécialités professionnelles. Les ressortissants de l'Union Européenne représentent environ 30 %, ceux provenant d'Amérique latine 30 %, d'Afrique 25 %, d'Asie 15 %.

La maîtrise des langues est requise et des cours sont dispensés en ce sens par l'IEDES et le SEGLAS de Paris 1. Dans le cadre de la formation, le travail sur des logiciels dédiés aux études de développement est intégré et intensif dans les cours.

Des liens existent entre la mention et d'autres formations à l'intérieur de l'Université Paris 1, notamment avec les UFR (unités de formation et recherche) de Géographie, d'Histoire, de Droit et de Sciences Politiques ou encore d'AES, ce qui permet de nombreuses mutualisations. Des options permettent aux étudiants de compléter leurs enseignements au sein des spécialités et dans d'autres composantes de l'établissement.

La mention comporte des ouvertures internationales fermes et nombreuses (EADI, EDIM, etc.) : une convention de co-diplomation avec l'EDIM, université d'Ottawa, des parcours Erasmus en coopération avec l'Université Libre de Belgique et l'Institut des Sciences Humaines et Sociales de Liège, etc. Des réseaux académiques internationaux sur le développement notamment avec l'Université Dalhousie et l'Université Saint Mary d'Halifax. L'IEDES auquel est adossée cette mention est membre de l'Association des Instituts Européens de Développement.

La mention est dispensée dans un environnement propice à la recherche en raison d'un adossement à des laboratoires réputés pour les études sur les thématiques de la mention : l'UMR 201 « Développement et sociétés » et des structures de recherche reconnues (comme le CIRAD, le CIRED ou l'IRD...).

Chaque spécialité prévoit des stages obligatoires d'une durée de trois mois minimum permettant une réelle acculturation aux environnements professionnels.

Une bonne organisation du pilotage est assurée au sein de plusieurs structures qui se complètent et se renforcent. Le pilotage de la mention est assuré par : un directeur et une équipe de direction et des responsables des spécialités ; un Conseil de l'Enseignement et de la Recherche (CER) qui regroupe des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des étudiants élus ; un Conseil de laboratoire (CL) de l'UMR 201 Développement et Sociétés au sein duquel les étudiants doctorants sont représentés de plein droit ; un Comité d'orientation stratégique (COS) consultatif, créé en 2011, regroupant des personnalités qualifiées du champ du développement et de la coopération internationale pour aider à l'élaboration du programme stratégique de l'Institut. Les charges administratives sont assurées par une responsable et par les divers services de l'établissement (scolarité, stages, etc.).

Une évaluation fine de la formation est réalisée chaque année au sein des étudiants et discutée par l'équipe pédagogique (recueil de données par questionnaire : celui-ci est rempli par les étudiants en fin de M1 et de M2 (des réunions de restitution des principales conclusions par spécialités sont organisées par les responsables de spécialités).



Les taux de réussite en M2 oscillent entre 63 % et 100 %. Les données sont présentes dans les fiches spécialités pour les taux de poursuites en doctorat, le devenir et le suivi des étudiants, avec des analyses satisfaisantes.

Les recommandations de la précédente évaluation de la mention par l'AERES ont été prises en compte et des modifications ont été apportées.

- Points forts :
 - L'organisation de la formation est en adéquation avec ses objectifs.
 - L'adossement à la recherche est bien réalisé.
 - La position internationale, européenne et nationale est unique.

- Points faibles :
 - Faiblesse de certains taux de réussite.
 - Parcours recherche faiblement attractif (effectifs faibles).

Recommandations pour l'établissement

La stagnation des effectifs en M1 pose le problème de l'élargissement de la base de recrutement qui devrait être envisagée. Il serait souhaitable de mettre en place des dispositifs permettant d'améliorer le taux de réussite des étudiants. Un contrôle continu plus important serait un atout pour la formation

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A

- Positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique (A+, A, B, C) : A

- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B

- Pilotage de la mention (A+, A, B, C) : A



Evaluation par spécialité

Développement social : travail, formation, santé

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), 45 bis av. de la Belle Gabrielle, 94736, Nogent sur Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Développement social : travail, formation, santé* repose sur une double entrée disciplinaire : Sciences humaines et sociales et Economie-gestion, permettant d'aborder toutes les questions du développement durable au regard des problématiques relatives aux pays du Sud. Elle est accessible aux étudiants titulaires du master première année en *Etudes du développement* ou d'un diplôme équivalent. La spécialité est ouverte à la formation continue, mais n'est pas accessible en formation en alternance ou à distance.

- Appréciation :

Il s'agit d'une spécialité qui favorise les études de cas, notamment sur les montages de projets et l'évaluation de projet de développement dans les domaines du travail, de la santé et de la formation.

Les connaissances et compétences attendues sont clairement définies. Il s'agit d'acquérir la connaissance et les approches interdisciplinaires des enjeux liés au développement ; de maîtriser des compétences méthodologiques en matière d'intervention dans les domaines circonscrit par la spécialité (travail, formation, santé) dans le domaine du développement.

Les enseignements de la spécialité commencent en fait dès le M1 au second semestre (unité de spécialisation). Un enseignement de langue est obligatoire. L'usage des logiciels nécessaires à l'acquisition des moyens de la spécialité est enseigné. En revanche, il est dommage que ne soit pas prévu un complément ou une initiation à la recherche notamment pour les étudiants entrant directement en M2 sans avoir suivi le M1.

Un stage de trois à cinq mois est obligatoire en France ou à l'étranger (dans 40 % des cas) afin de professionnaliser sur de bonnes bases les étudiants. De multiples partenariats et conventions avec des universités et administrations permettent l'accueil des stagiaires et des accords avec l'EDIM permettent aux étudiants de réaliser un semestre du M2 dans une université partenaire notamment Ottawa.

Une partie importante des étudiants de la formation sont des étudiants étrangers. Le nombre de candidats admis en formation est de l'ordre de six ou sept admis pour quatre-vingt demandes (9 %) ce qui est un taux d'admission très bas. Les taux de réussite varient de 83 à 100 % une partie des abandons est liée à des reports de formation sur une année complémentaire ou poursuivre d'autres formations. Cette dernière raison soulève quand même certaines interrogations sans que le dossier ne donne d'explications.

Le suivi des étudiants à deux ans est assuré. Le dossier contient quelques indications chiffrées (10 % en recherche d'emploi, les autres diplômés en emploi se partagent entre les administrations publiques et les ONG principalement pour un peu plus d'un tiers à chaque fois et 5 % poursuivent en thèse ce qui est pas mal, finalement, pour une spécialité à finalité professionnelle).

Il n'y a pas de livret de l'étudiant ou de portefeuille de compétences. L'évaluation de la formation par les étudiants est réalisée (questionnaire en fin d'année et diagnostic des délégués étudiants), mais sans que le dossier ne contienne beaucoup plus d'explications.



La structuration de la spécialité est forte et bien organisée avec une équipe pédagogique forte et mixte (onze enseignants-chercheurs relevant de l'Institut, neuf enseignants-chercheurs associés et douze praticiens extérieurs représentant une certaine diversité d'institutions). Le dossier manque un peu d'informations sur les conditions du pilotage de la spécialité.

- Points forts :
 - Stages réellement professionnalisant.
 - Equipe pédagogique plurielle.
 - Ouverture à l'international.

- Point faible :
 - Pas d'introduction à la méthodologie des travaux de recherche.

Recommandations pour l'établissement

Il serait judicieux d'envisager la réalisation d'un travail de recherche au cours de la seconde année venant compléter le travail de rédaction d'un dossier en master première année.

Il faudrait s'interroger sur les conditions d'accès à la formation au regard du faible taux d'admis.

La spécialité pourrait accroître sa visibilité dans les établissements et les UFR de provinces susceptibles d'être des réservoirs de recrutements ainsi que dans les établissements européens ayant des formations pouvant alimenter la spécialité : des conventions européennes enrichiraient la formation.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : A



Développement local : acteurs et dynamiques spatiales

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), 45 bis av. de la Belle Gabrielle, 94736, Nogent sur Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité, à finalité professionnelle, a pour objectif de former les étudiants au montage de projets et à l'évaluation des programmes de développement pour un développement « juste et durable ». La spécialisation commence dès le second semestre de master première année. La spécialité est accessible aux étudiants titulaires d'une première année de master en sciences humaines et sociales ainsi qu'aux professionnels du développement (travaillant dans les ONG, entreprises ou administration). La spécialité n'est pas organisée pour l'alternance ou l'enseignement à distance.

- Appréciation :

Une spécialité bien organisée avec des objectifs et des moyens réalistes et clairs. Une spécialisation tournée vers le diagnostic territorial, pluridisciplinaire, avec une spécialisation progressive vers la maîtrise des outils de diagnostic territorial.

Les connaissances et compétences (y compris transversales, avec le C2i - Certificat Informatique et Internet - notamment) attendues à l'issue de la formation sont spécifiées précisément et de manière claire.

La spécialité est organisée sur deux ans avec un tronc commun et des enseignements dédiés à partir du M1 S2. Un séminaire optionnel d'initiation à la recherche est proposé aux étudiants en M1 ; il est dommage de ne pas proposer un enseignement similaire en M2. Il est surtout dommage qu'il n'y ait pas d'enseignements en techniques économiques d'analyse des projets, qui sont indispensables à un diagnostic territorial complet.

L'adossement à la recherche est réalisée par la participation aux colloques et l'adossement à l'UMR (unité mixte de recherche) 201 « Développement et sociétés » (Paris 1 et IRD). L'enseignement des outils statistiques propres à la spécialité est assuré. Des séminaires de préparation à la vie professionnelle sont en place. La formation des étudiants à l'international est assurée par les partenariats avec EDIM Ottawa.

Les recrutements dans la spécialité sont nombreux pour les étudiants étrangers des pays du Sud. Les taux de réussite oscillent entre 91 et 100 %. Les abandons d'études pour suivre d'autres formations de master concernent la moitié des « échecs », ce qui soulève quand même certaines interrogations sur les choix des étudiants.

L'insertion est correcte, avec seulement 10 % en recherche d'emploi, mais quand même 20 % des étudiants poursuivent leurs études dans un autre M2 et alors que 5 % des diplômés poursuivent en doctorat (ce qui est intéressant pour une spécialité à finalité professionnelle). Les étudiants en emplois le sont à 50 % dans les ONG et 15 % dans les structures publiques.

L'équipe pédagogique est composée de professionnels du développement (quatorze pour les 266h assurés, avec l'intervention ponctuelle de douze professionnels de plus, assurant une diversité des structures représentées) et d'enseignants-chercheurs (douze de l'établissement et huit associés d'établissements autres). Le dossier manque un peu d'informations sur les conditions du pilotage de la spécialité.

L'évaluation de la formation est assurée par un questionnaire de fin d'année et le diagnostic des étudiants délégués, mais le dossier ne donne pas plus d'explications sur l'organisation et les suites de cette évaluation.

La spécialité ne comporte pas de livret de l'étudiant ni de portefeuille de compétences.



- Points forts :
 - Pluridisciplinarité de la formation, permettant d'aboutir à une maîtrise des outils de diagnostic territorial.
 - Ouvertures et relations internationales réelles.
 - Organisation pédagogique de qualité au regard des objectifs.
- Point faible :
 - Absence d'enseignements en techniques économiques d'analyse des projets.

Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'améliorer le taux d'admission des étudiants en augmentant la visibilité en France et en Europe de la formation pour plus de candidatures et en revoyant les critères d'admission. Il serait judicieux d'introduire les étudiants aux techniques économiques d'analyse des projets.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : A



Crises : interventions d'urgence et actions de développement

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), 45 bis av. de la Belle Gabrielle, 94736, Nogent sur Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Crises : interventions d'urgence et actions de développement* a pour objectif la formation de consultants et d'analystes du développement à destination des gouvernements et des ONG. La spécialité est accessible aux étudiants titulaires d'une première année de master en sciences humaines et sociales ainsi qu'aux professionnels du développement (travaillant dans les ONG, entreprises ou administration). La spécialité n'est pas organisée en formation en alternance ou à distance

- Appréciation :

Il s'agit d'une spécialité originale et singulière, mais dont l'objet correspond plus à une orientation recherche. Pour autant les connaissances et les compétences en termes de savoir-faire professionnels sont bien définies.

Les enseignements de la spécialité débutent en M1 au S2, mais sans que cela n'empêche une entrée directe en M2 sans avoir suivi le M1, ce qui soulève quand même quelques interrogations notamment sur l'absence de module ou d'enseignement sur la formation par la recherche. Le dossier mentionne un mémoire en M2, mais qui n'apparaît pas tel dans la maquette. Un stage professionnel de trois à cinq mois est obligatoire. L'anglais est obligatoire et une formation aux logiciels utiles à la professionnalisation pour cette spécialité fait partie des enseignements.

Les études de cas par pays sont nombreuses.

Les recommandations de l'évaluation précédente de l'AERES ont été prises en compte notamment sur la question des relations internationales en réalisant des partenariats avec EDIM Ottawa et l'Université de Louvain la Neuve en Belgique dans le cadre Erasmus. Et pour confirmer cette ouverture vers l'international, certains enseignements sont en format numérique.

Les effectifs d'étudiants sont relativement stables (20 à 23 étudiants), sans que l'on puisse connaître réellement l'attractivité de la spécialité, puisque le dossier n'indique pas le nombre de candidats. Néanmoins, chaque année trois à quatre étudiants viennent de l'étranger. Le taux de réussite varie de 89 à 100 % et le dossier explique les raisons des échecs.

Le suivi de l'insertion professionnelle est assuré et le dossier fournit des données. Il en ressort que les étudiants sortants sont plutôt sur des emplois à durée déterminée.

L'équipe pédagogique est pluridisciplinaire, et composée de professionnels (seize principaux et douze ponctuels) et d'enseignants-chercheurs (neuf de l'établissement et dix d'autres établissements). La spécialité n'a pas mis en place de livret de l'étudiant ou de portefeuille de compétences.

- Points forts :

- De bonnes ouvertures pour les relations internationales.
- Les contenus des unités d'enseignement et stages sont en adéquation avec les objectifs.

- Point faible :

- Une insertion des diplômés qui démarre par des emplois à durée déterminée.



Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'améliorer le taux d'admission des étudiants soit en augmentant la visibilité de la formation en France et en Europe pour plus de candidatures en revoyant les critères d'admission.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : A
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : A



Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), 45 bis av. de la Belle Gabrielle, 94736, Nogent sur Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s): /

Délocalisation(s): /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger: /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires* a pour objectifs de former des étudiants à la recherche à partir des approches théoriques et méthodologiques relatives aux Etats du Sud. Cette spécialité est accessible aux étudiants titulaires d'un master première année en sciences humaines et sociales ou un diplôme équivalent.

- Appréciation :

La spécialité recherche *Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires* dispose d'un positionnement et d'une structure apte à former des futurs chercheurs dans le domaine du développement, mais elle peine à attirer un nombre suffisant d'étudiants pour envisager sereinement son avenir. Les effectifs ne sont pas très élevés (selon les années de huit à quatorze étudiants dont 50 % d'étrangers).

Cette spécialité semble de plus tributaire des spécialisations des enseignants-chercheurs qui y participent et de la pérennité des supports financiers de thèse.

Les compétences et les connaissances attendues sont bien définies. L'anglais est un requis de la spécialité.

Le travail à la recherche et par la recherche outre les enseignements classiques dans la spécialité est réalisé par de nombreux séminaires de recherche. La spécialité est adossée aux activités de recherches du laboratoire de référence, l'Unité mixte de recherche 201 « Développement et sociétés » (Université Paris 1 et IRD). L'adossement à l'IEDES est particulièrement judicieux puisque la spécialité est une des voies pour un recrutement dans ses laboratoires de recherche aussi l'IEDES veille à la pérennité de cette spécialité à travers les aménagements qui sont nécessaires. Par ailleurs, la spécialité est adhérente du Groupement scientifique pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement (GIS-GEMDEV).

Les volumes horaires sont de 351h en S3 et de 159h en S4 avec la réalisation d'un mémoire à partir d'un travail de terrain qui tient lieu de stage.

Les taux de réussite restent relativement faibles (40 à 63 %). Une explication est donnée (les étudiants étalent finalement leur formation sur deux ans), mais sans que cela soit pris en compte dans une évolution de la formation.

L'équipe pédagogique est, selon le dossier, composée uniquement d'enseignant-chercheurs, ce qui correspond à la finalité recherche, mais l'ouverture aux praticiens extérieurs manque quand même au regard des débouchés proposés puisque l'intégralité des promotions ne poursuit pas en thèse. A deux ans, la moitié des étudiants de cette spécialité sont inscrits en doctorat en France ou à l'étranger. Il n'y a pas de données chiffrées fermes sur le devenir des étudiants à deux ans. Il n'y a pas réellement d'informations sur les diplômés ne poursuivant pas en thèse.

La spécialité ne délivre pas de livret de l'étudiant ni de portefeuille de compétences.

- Points forts :

- Progressivité du parcours de formation.
- Equipe pédagogique adaptée à la finalité recherche.
- Bon adossement à la recherche.



- Points faibles :
 - Taux de réussite faible (40 à 63 %).
 - Structures du pilotage incomplètes.
 - Devenir réel des étudiants non inscrits en thèse de doctorat non présenté.

Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'augmenter les effectifs étudiants en élargissant les bases du recrutement. Il convient de renforcer l'attractivité de la formation en lui fournissant des débouchés en dehors de la poursuite d'études en doctorat, ce qui passe par une certaine professionnalisation et une ouverture vers les métiers de l'expertise.

Cette professionnalisation serait aussi bénéfique aux étudiants se destinant au doctorat, car elle permettrait de diversifier les possibilités de financement des thèses vers des thématiques plus appliquées/professionnalisantes.

La mutualisation des ressources avec d'autres formations, dont l'EHESS et les autres composantes de l'Université Paris 1, comme son ouverture à l'international, devraient être poursuivies.

Un meilleur suivi des étudiants et de leur devenir serait apprécié.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Expertise économique en politiques et projets de développement (EPOLPRO)

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), Site du Jardin Tropical de Paris René Dumont - Nogent sur marne (94736)

Etablissement(s) en co-habilitation(s): /

Délocalisation(s): /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger: /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Expertise économique en politiques et projets de développement* (EPOLPRO) est née de la restructuration de deux spécialités antérieures : *Développement industriel et évaluation de projet* et *Expertise économique du développement*. Les objectifs de cette spécialité sont une meilleure prise en compte des besoins de l'environnement professionnel propre au développement et de répondre aux besoins de complémentarité des deux spécialités antérieures qui n'apparaissait pas alors que les exigences professionnelles dans ce domaine évoluent vite, sont très pointues et compétitives. L'accès à la spécialité est possible pour les titulaires du M1 correspondant ou d'un diplôme équivalent.

- Appréciation :

La spécialité EPOLPRO parvient à concilier une réelle pluridisciplinarité avec une spécialisation sur les métiers de l'expertise économique dans ses dimensions microéconomique, tournée vers l'analyse de projet, ou macroéconomique, tournée vers l'évaluation des politiques publiques. Elle permet à l'étudiant d'avoir accès aux outils les plus avancés de l'évaluation économique et à les utiliser dans une approche intégrée. Elle mobilise pour cela les ressources de l'IEDES comme celles de ses multiples partenaires nationaux et internationaux, et revendique une insertion professionnelle conforme à ses objectifs.

La spécialisation démarre dès la première année de master (au S2). La formation par la recherche et à la recherche est favorisée par l'adossement à l'UMR 201 (IEDES et IRD) et de réseaux associés CIRAD, CERDI, DIAL. La pédagogie insiste sur le travail en équipe nécessaire, les études de cas, les exercices de synthèse et les exposés. En M2 l'usage des logiciels dédiés est intensif. La spécialité comporte un TD (travaux dirigés) de langue et la validation d'une langue étrangère est prévue.

Des conventions d'échange étudiants existent avec l'Université d'Ottawa via EDIM ainsi qu'avec la Colombia university et Louvain la neuve en Belgique.

Les données sur l'insertion professionnelle sont un peu lacunaires en raison de la refonte de la spécialité, mais il est indiqué un taux d'insertion de 94 % pour la dernière promotion dans les ONG et les administrations.

Les effectifs sont d'environ trente étudiants selon les années avec des taux de réussite acceptables, d'environ 80 % selon les années. Au vu du dossier, la spécialité ne dispose pas d'instance de pilotage explicite.

- Points forts :

- Pluridisciplinarité de la formation et progressivité des enseignements.
- Professionnalisation de la formation, et accès aux outils les plus avancés de l'évaluation économique.
- Richesse des partenariats et des réseaux mis en œuvre par la formation.

- Points faibles :

- Pas de structure de pilotage spécifique à la spécialité.
- Les données sur l'insertion professionnelle sont lacunaires.



Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable de comprendre les raisons de la baisse des effectifs, et de doter la spécialité d'un conseil de perfectionnement.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Développement agricole et politiques économiques

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES-Paris 1), Site du Jardin Tropical de Paris René Dumont - Nogent sur marne (94736)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La formation spécialité *Développement agricole et politiques économiques* du master ED Economie-gestion a pour objectifs de construire des méthodes de diagnostic au regard des situations agro économiques et politiques dans les pays en voie de développement et donc de former des professionnels de ces méthodes.

- Appréciation :

La spécialité *Développement agricole et politiques économiques* apparaît comme une formation unique dans son domaine, permettant à des étudiants issus de formations diverses d'acquérir une capacité d'expertise dans le domaine du développement et des politiques agricoles. Sa professionnalisation reste limitée à une partie de ses enseignements au semestre 3 (S3), dont la majorité reste axée sur l'acquisition de connaissances dans le domaine de l'agriculture. Tournée vers les pays en développement la spécialité accueille peu d'étudiants étrangers et ne tire pas partie des multiples partenariats internationaux de l'IEDES. Elle ne dispose pas d'instance de pilotage explicite.

L'acquisition du C2i fait partie de la formation. Un stage obligatoire de six mois est programmé au S4. Un cours d'initiation à la recherche est proposé aux étudiants en UE3. Les étudiants doivent se former aux langues à l'INALCO. Un séminaire optionnel d'initiation à la recherche est proposé aux étudiants. Les compétences professionnelles s'acquièrent par les cours réalisés par de nombreux professionnels, le travail en équipe et les études de cas de mise en situation. Des visites dans des exploitations agricoles permettent aux étudiants de s'acculturer à ce nouvel environnement. Des relations sont établies avec des ONG et grandes institutions de recherches spécialisées dans le domaine du développement : CIRAD, IRD, etc. En M1S1 se réalise le perfectionnement en langue en relation avec le projet de l'étudiant. La spécialité permet donc de s'ouvrir aux marchés professionnels, mais également vers la recherche. La spécialité bénéficie de toutes les coopérations internationales établies au niveau de la mention master. Les étudiants proviennent des disciplines des SHS et de toutes les régions de France, mais aussi de l'étranger. Les effectifs sont en hausse. Les taux de réussite sont stables (entre 90 % et 100 %). Le devenir des diplômés est établi et fait état de l'insertion professionnelle efficace des étudiants de cette spécialité. L'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs de l'Institut et d'autres composantes ou universités et mobilise un nombre important d'intervenants professionnels. Une évaluation est réalisée annuellement par les étudiants. La spécialité n'a pas de formation en alternance ou en formation continue, pas de livret de l'étudiant ou de portefeuille de compétences.

- Points forts :

- Spécialité unique dans son domaine, à forte attractivité.
- Pluridisciplinarité de la formation dans son approche des politiques agricoles.
- Acquisition de compétences transversales.

- Points faibles :

- Professionnalisation limitée des enseignements.
- Pas de structure de pilotage spécifique.
- Faible internationalisation de la formation.



Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'élargir la base de recrutement des étudiants, en France et en Europe en augmentant la visibilité de la formation. La structure de pilotage de la spécialité doit être efficacement structurée pour la spécialité qui gagnerait en optimisation de la formation.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : A
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la spécialité (A+, A, B, C) : B



Observations de l'établissement

LE PRESIDENT

**SERVICE DES FORMATIONS
ET DE LA PEDAGOGIE**

12, PLACE DU PANTHEON
75231 PARIS CEDEX 05

TEL : 01 44 07 80 46

FAX : 01 44 07 80 52

spes@univ-paris1.fr

racspes@univ-paris1.fr

Paris, le 28 juin 2013

Monsieur Jean-Marc GEIB
Directeur de la Section des Formations
et des Diplômes AERES
20, rue Vivienne
75002 - PARIS

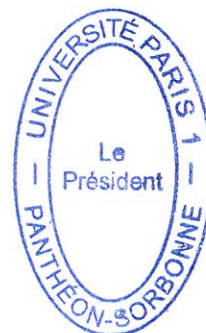
Objet : Evaluation des masters.

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint les observations de l'Université Paris 1 à la suite du rapport d'évaluation concernant l'offre en masters pour 2014-2018.

En vous remerciant au nom de l'établissement que je représente pour le travail que vos experts ont effectué, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de ma considération distinguée.


Philippe BOUTRY



Demande n° : S3MA140006066

Domaine : Sciences humaines et sociales / Economie, gestion

Master mention "Etudes du développement"

Éléments généraux

L'IEDES exprime sa satisfaction globale concernant l'évaluation portée par l'AERES sur ses spécialités de niveau master SHS et économie gestion. Ces appréciations soulignent positivement les efforts déployés par les équipes administratives et pédagogiques installées à Nogent pour assurer un cycle d'enseignement supérieur sur les questions de développement durable dans les pays du Sud, sans équivalent en Ile-de-France. Les avis chiffrés ainsi que les remarques corroborent bien l'attachement de l'ensemble des équipes responsables des spécialités du master « Études du développement », à offrir aux étudiants des savoirs et des compétences permettant des insertions professionnelles riches et diversifiées, contribuant par là à l'excellence d'une expertise française sur ces questions.

L'équipe pédagogique du Master « Etudes du développement » souhaiterait apporter quelques précisions complémentaires suite aux remarques adressées par l'AERES d'une part sur les spécialités SHS et d'autre part sur les spécialités Economie gestion.

Pilotage pédagogique de l'ensemble des spécialités du Master :

Comme il a été indiqué dans le document évalué par l'AERES (p. 12), le pilotage des six spécialités de la mention de Master ED se fait au niveau de l'Institut par le biais de plusieurs instances de gouvernance : « Le Directeur et une équipe de direction (ED) qui statuent sur la cohérence d'ensemble des spécialités de la mention, leur fonctionnement, les désignations des responsables des spécialités, etc.

- Un Conseil de l'Enseignement et de la Recherche (CER) qui se réunit plusieurs fois par an avec des étudiants élus et où les enseignements, leurs complémentarités et les évolutions qu'il convient d'apporter sont discutés.

- Un Conseil d'administration qui complète le CER avec quatre personnalités extérieures, dont son président.

- Un Comité d'orientation stratégique (COS) consultatif, créé en 2011, regroupant des personnalités qualifiées du champ du développement et de la coopération internationale pour aider à l'élaboration du programme stratégique de l'Institut ».

Mention SHS

Spécialité Recherche : « Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires ».

L'équipe pédagogique du M2R souhaiterait structurer sa réponse autour de cinq points.

- L'ouverture à l'international

Recommandée par l'AERES, cette ouverture ne peut qu'être encouragée. L'équipe pédagogique tient néanmoins à souligner que le M2R est déjà très largement connecté au réseau international. Comme il est mentionné « les anciens diplômés de l'IEDES, particulièrement les docteurs, constituent un important réseau au sein des Universités des pays du Sud, qui contribue à orienter vers l'IEDES les

meilleurs de leurs étudiants qui se destinent à la recherche. En atteste la forte proportion d'étudiants étrangers, autour de 50%. Cette particularité est considérée comme une force du diplôme et confirme que le milieu universitaire français possède une forte attractivité au niveau des pôles d'excellence de la recherche.

- La professionnalisation.

Le devenir « au-delà de la recherche » des étudiants de M2R et plus généralement le devenir « professionnel » des jeunes chercheurs est reconnu. Ce débouché est d'ailleurs systématiquement indiqué dans les documents de présentation du diplôme. A ce titre, le M2R « Sociétés en développement » a la chance de pouvoir s'adosser à 5 Masters professionnels dispensés dans le même institut. Les étudiants de M2R ont ainsi facilement accès à des contenus plus directement articulés au monde professionnel. Deux des séminaires proposés sont des séminaires mutualisés avec les masters professionnels. Un séminaire optionnel « Experts et Expertises » propose précisément une approche réflexive et distancée du secteur.

Les étudiants du M2R sont fortement encouragés à participer aux animations professionnelles organisées pour et par les étudiants des parcours pro. Mentionnons enfin que beaucoup d'étudiants du parcours recherche réalisent un stage professionnel au cours de leur année d'étude (Institut national des métiers d'art, l'ONG première urgence par exemple cette année).

- L'insertion professionnelle.

Pour la quasi-totalité des étudiants du Sud, notamment pour les étudiants sud-américains, la poursuite en doctorat est de plus en plus facilitée par l'octroi croissant de bourses, souvent plus compétitives que les bourses françaises. Ces doctorants mènent leur travail en co-direction et s'insèrent presque en totalité dans le milieu de l'enseignement et de la recherche de leur pays. Par ailleurs, des mécanismes de bourse Cifre se multiplient (une cette année, deux en négociation). Une autre particularité de la spécialité est le profil « reprise d'étude » de beaucoup d'étudiants de M2R. Ils sont déjà en activité professionnelle et s'inscrivent parallèlement en M2R pour se permettre la poursuite en thèse tout en maintenant leur activité professionnelle (employé à l'UNESCO ou au CNRS manager de projet par exemple).

- La mutualisation.

Comme indiqué, le renforcement de collaboration du M2R avec d'autres masters partageant les mêmes orientations, notamment le M2 « Etudes comparées du développement » de l'EHESS (et du même PRES), fait partie des inflexions prioritaires. Un séminaire est déjà mutualisé avec ce dernier master et les discussions menées cette dernière année accentuent ce processus. Il est cependant à noter que toute mutualisation est fortement contrainte par l'absence de locaux à mi-chemin des deux établissements (le campus de Nogent sur Marne ligne RER A est très éloigné de l'EHESS).

- Le pilotage

Le pilotage de la spécialité M2R est depuis sa création menée de manière collective. Il associe les enseignants-chercheurs et les chercheurs de l'UMR 201 donnant lieu à des réunions de coordination, des jurys et des collaborations pédagogiques comme la journée des « mémorants » qui rassemble l'ensemble des étudiants de la promotion et leurs directeurs de mémoire. Cet adossement et cette articulation au laboratoire de recherche, dont la pertinence a été saluée par l'AERES, permettent en effet de proposer des séminaires largement construits sur des travaux de terrains contemporains et « en train de se faire ».

Spécialité Prof. « Crises : interventions d'urgence et actions de développement »

L'Institut prend note du triple A proposé par l'évaluation AERES sur cette spécialité.

Il souhaite cependant attirer l'attention sur une erreur d'intitulé entraînant une confusion de commentaire.

L'intitulé figurant dans le 4ème tableau ligne 8 où il convient de supprimer « Taux d'insertion professionnelle »

et de laisser « Taux de réponse à l'enquête ». Le taux de 14% cité est le taux de répondants aux enquêtes de suivi par année et non le taux d'insertion des étudiants diplômés.

En conséquence de quoi, l'IEDES demande à ce que dans le 6ème paragraphe du commentaire

« Appréciation » et dans le « Point faible » p 8, le terme d'emplois précaires (deux fois utilisés) qui est inapproprié, soit remplacé par celui d'emplois à durée déterminée.

Mention Economie – gestion

Pilotage spécifique des deux spécialités en économie – gestion

En complément aux instances de pilotage collectives du Master ED, les spécialités en économie – gestion organisent des réunions pédagogiques afin de donner l'occasion aux divers intervenants de discuter entre eux du semestre en cours et des orientations à donner aux spécialités mais également d'améliorer la coordination et l'échange entre les différents cours dont ces derniers ont la charge. A l'issue de ces réunions, des documents permettant le pilotage des spécialités sont établis (par exemple, un tableau récapitulatif des coordonnées de l'ensemble des intervenants de la spécialité de Master « Développement agricole et politiques économiques » a été établi afin d'assurer une communication optimale entre intervenants de tous horizons professionnels).

Par ailleurs, des bilans par semestre sont effectués par les responsables des deux spécialités avec l'ensemble des étudiants concernés, sur la base d'un questionnaire anonyme d'évaluation des spécialités dans leur ensemble et de chacun des cours, ainsi que de la vie institutionnelle et pratique de l'Institut. Ces évaluations sont bi-annuelles (par semestre) et non pas annuelles comme mentionné dans le document d'évaluation de l'AERES. Comme indiqué au paragraphe « *Processus d'évaluation et d'actualisation des enseignements* » du document évalué par l'AERES (p. 13), « Il ressort de ces bilans des synthèses annuelles réalisées par les responsables de spécialité qui les présentent et les commentent auprès des membres du Conseil de l'Enseignement et de la Recherche assorties de suggestions de modifications. Les éléments de changements sont ensuite présentés, à titre consultatif, au Comité d'Orientation Stratégique.

Composé de responsables de haut niveau et fins connaisseurs de divers milieux professionnels en lien avec domaine du développement, de la recherche et de la coopération internationale, ce comité pointe des thématiques émergentes et peut aussi suggérer des profils pertinents d'intervenants extérieurs. Les nouvelles propositions sont ensuite discutées, puis décidées et votées en Conseil d'Administration d'Institut. »

Ces différents éléments sont également développés au paragraphe Auto-évaluation (p. 14).

Spécialité Prof. « Développement agricole et politiques économiques »

- Base de recrutement de la spécialité

En réponse à la remarque sur la faible internationalisation de la spécialité, il faut mentionner que si les effectifs d'étudiants étrangers ont été faibles sur les 4 dernières années, c'est surtout en raison de l'absence de délivrance des visas nécessaires par les services consulaires français, en Afrique subsaharienne notamment. La spécialité reste ouverte aux candidatures étrangères. Ce sont surtout des étudiants de l'Europe de l'Est, d'Asie et des pays anglo-saxons qui ont suivi la formation dans les années récentes. Les étudiants africains qui ont intégré la formation, en Master 2 surtout, étaient déjà sur le territoire français avant leur admission dans le Master. Enfin, il faut mentionner en effet que la spécialité ne tire pas pleinement partie des partenariats internationaux de l'IEDES ; c'est surtout le cas du partenariat avec l'EDIM à Ottawa qui ne s'adresse pas spécifiquement aux étudiants de cette spécialité, faute d'offre de formation équivalente au Canada, ce que l'on peut regretter.

- Professionnalisation des enseignements (en S3)

Les enseignements sont, en effet, surtout à finalité professionnelle en Master 2. Il s'agit d'une volonté affichée, propre à toutes les spécialités, de privilégier des cours théoriques en 1ère année de Master (semestres 1 et 2), et de faire « monter en puissance » la professionnalisation des formations en Master 2, notamment à travers une participation massive d'intervenants professionnels non académiques. Cela dit, pour se professionnaliser dès la 1ère année, les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage non obligatoire durant l'été qui sépare les deux années de formation. Ils acquièrent également quelques outils « techniques » dès le second semestre (cours d'application statistique sur la base d'enquêtes auprès des ménages notamment).

Spécialité Prof. EPOLPRO

- Insertion professionnelle

Dans l'évaluation de l'AERES il est fait état du caractère lacunaire des données sur l'insertion professionnelle des diplômés de la spécialité. En effet, ces données ne couvrent que les diplômés l'année universitaire 2010-2011, qui sont ceux de la première promotion du M2 de la spécialité et seuls disponibles au moment de la présentation du dossier d'évaluation. Seules les enquêtes à venir sur les promotions futures donneront une idée fiable de la tendance, mais les premiers éléments disponibles sur la situation professionnelle de la promotion 2011-2012 indiquent des taux d'insertion du même ordre.

- Effectif étudiant

Au cours des trois rentrées universitaires qu'elle a connues, la spécialité a bénéficié d'un nombre important de candidatures. Or, comme il est signalé dans le dossier d'évaluation présenté à l'AERES (pages 20 et 28), le nombre d'inscriptions est limité à 20 en M1 et à 30 en M2, la différence étant nécessaire pour laisser de la place aux entrées directes en M2. C'est sensiblement autour de ces chiffres que se sont alignés les effectifs étudiants de 2011-12 et 2012-13, les flottements étant dus essentiellement aux candidats africains admis à s'inscrire qui n'ont pas obtenu de visa.